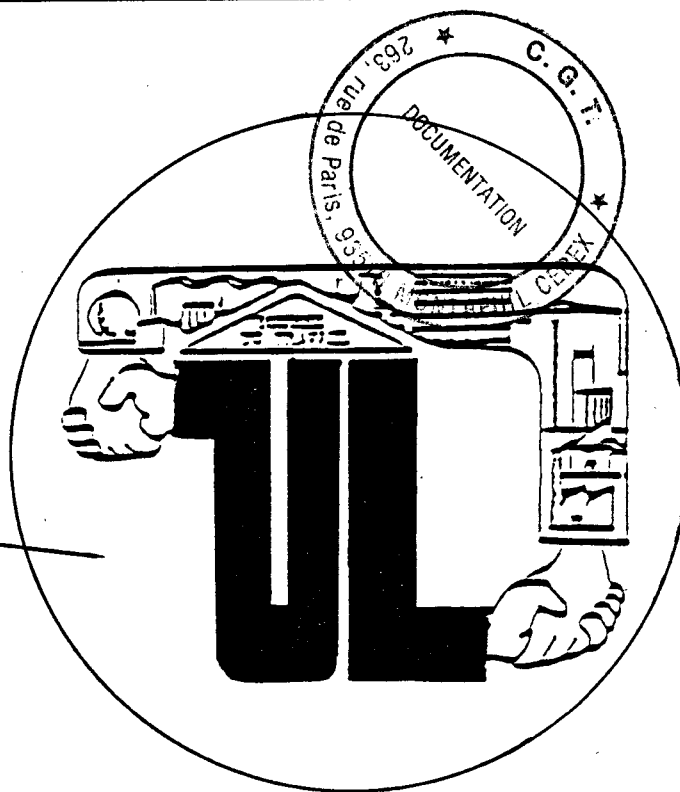


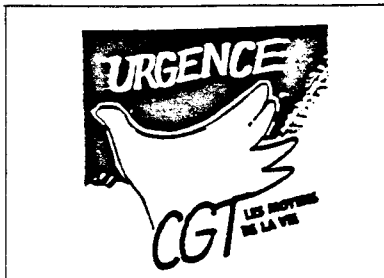
**EN DIRECT
avec les**



sommaire

“URGENCE CGT Les moyens de la vie”

	PAGES
• Editorial de Michel Warcholak, Secrétaire de la C.G.T.	1
• Un bond en avant est nécessaire dans chaque union locale	2



EDITORIAL

Toutes les unions locales dans le coup !

Faire face, la C.G.T. le fait quotidiennement, dans les entreprises avec les travailleurs en se préoccupant de tout ce qui fait leur vie et qui appelle une réponse, un éclairage, une opinion, des propositions sur ce qu'il est possible et nécessaire de faire pour sortir de la crise là où on est.

Cette présence active sur les lieux de travail permet aux revendications multiples de jaillir, de s'exprimer, de donner naissance à la lutte, d'une catégorie, d'un service, des travailleurs de l'ensemble de l'entreprise et, au-delà des travailleurs, d'un département, d'une région, au point de créer les conditions de changer la situation dans une branche professionnelle, le pays tout entier.

C'est à ce niveau que la C.G.T. a placé « Urgence C.G.T. » et la campagne qui a été lancée au C.C.N. du 27 mars 1985 en vue de se donner « les moyens de la vie ».

Ce qui est fait actuellement, alors que nous n'en sommes qu'à deux mois de son lancement est du jamais vu dans toute l'histoire de la C.G.T.

Tous ceux qui rêvent de nous voir placés dans l'incapacité d'agir en conformité avec nos objectifs, donc réduits à perdre progressivement du terrain, en sont pour leurs frais. Le ressort syndical n'est pas cassé. En tout cas pour la C.G.T.

Avec l'ampleur des sommes déjà collectées, la C.G.T. se place en meilleure position pour faire le poids, face aux énormes moyens du C.N.P.F. et des pouvoirs politiques.

Ces résultats ne pourraient être affichés si la C.G.T. n'avait pas une bonne assise de masse.

Certes, rien n'est acquis une fois pour toute.

Les consciences se gagnent, et aucun obstacle n'est épargné aux militants et syndiqués C.G.T. qui ne font que leur travail syndical en s'opposant aux licenciements et fermetures d'entreprises, à la baisse des salaires, à la mise en cause des droits sociaux, aux violations des libertés syndicales et individuelles, aux atteintes à la dignité des femmes salariées.

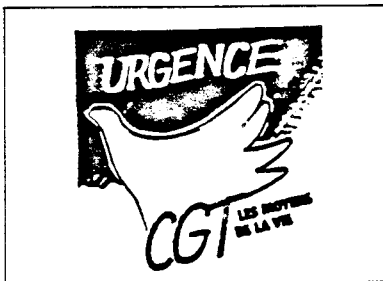
La C.G.T., ses organisations, ses militants paient actuellement au prix fort le fait d'être le seul obstacle syndical pour tous ceux qui veulent gérer la crise et la faire payer aux salariés.

Mais, pour important et significatif que soient les résultats obtenus à ce jour, il reste des besoins très importants et surtout d'immenses possibilités non utilisées, des millions de travailleurs à contacter et qui sont prêts à répondre à notre appel.

Les unions locales ont un rôle décisif à jouer dans le combat de classe qui nécessite beaucoup plus de moyens financiers et de forces organisées.

Elles y parviennent pour un grand nombre d'entre elles, mais c'est bien l'affaires de toutes. Et il y a vraiment « URGENCE » à le faire.

MICHEL WARCHOLAK,
Secrétaire confédéral.



UN BOND EN AVANT EST NÉCESSAIRE DANS CHAQUE UNION LOCALE

*Partout où les choses ont été réellement prises en main et où cela s'est traduit par un plan d'impulsion et d'animation de la bataille dans les syndicats, les résultats sont là. Ils sont déjà impressionnants et prometteurs des moyens importants que peut se donner la C.G.T. pour assumer pleinement son rôle d'organisation syndicale quoi qu'il arrive. Oui, ça répond à condition d'y croire, de s'y investir à fond, de se saisir « **d'Urgence C.G.T.** » comme d'une action politique, d'un tremplin pour enraciner, à l'entreprise, un mode de vie syndicale de grande qualité et, en retour, recevoir les fruits de cette action en profondeur.*

Des résultats qui témoignent d'un engagement positif des unions locales.

Près de 90 millions collectés, au bilan du 23 mai, pour 40 grandes villes de 100 000 habitants !

Parmi elles, citons quelques exemples : Marseille Centre : 38200; Nîmes : 31565; Toulouse Mirail : 41155; Montpellier Centre : 22891; Grenoble : 31114; Saint-Etienne : 33534; Nantes : 49060; Angers : 21137; Reims Ouest : 25964; Clermont-Ferrand : 17370; Strasbourg Ville : 18420; Paris-9^e : 29882; Paris-20^e : 25605; Le Havre : 43391; Rouen : 22172; Toulon : 31090; Boulogne-Billancourt : 55377; Lille : 36128; Aix-en-Provence : 1248; Dijon : 8160; Rennes : 22763; Amiens : 8615.

Lorsque ce « En Direct » parviendra dans les U.L., tous ces chiffres auront considérablement évolué et nous espérons que les inégalités entre villes de même importance auront été comblées, ce qui est possible dans une U.L. l'est dans une autre.

Dans l'une comme dans l'autre, les besoins sont les mêmes pour une même C.G.T., pour un même monde de travail, aux prises avec une politique de casse industrielle identique, un patronat aussi féroce et des moyens aussi énormes pour des adversaires communs, dont l'unique objectif est de casser la C.G.T.

Il est possible de faire face aux énormes moyens que se donne le C.N.P.F. pour casser la C.G.T.

La C.G.T. s'est donné pour mission d'avancer et non de reculer. Nous sommes, de fait, le seul obstacle syndical à tout ce qui se prépare d'anti-social dans les cabinets ministériels et entre le C.N.P.F. et le gouvernement.

L'investissement dans les syndicats est payant, nos adversaires l'ont compris, ils s'organisent et agissent en conséquence avec leur 6 500 permanents salariés dans toute la France, sans compter

ceux des entreprises et leur 600 journalistes qui animent les 5 millions de journaux d'entreprises dont ils disposent.

Les unions locales savent, par expérience, ce que sont les unions professionnelles patronales qui interviennent dans tous les domaines de la vie des salariés depuis l'entreprise jusqu'aux caisses de Sécurité sociale, les Chambres de commerce et d'industrie qui, bien qu'ayant un caractère public, jouent un rôle important dans la vie économique des départements, localités et zones industrielles, en apportant leur pierre à la domination du capital.

Quelle est l'union locale qui n'est à même de démontrer la conjonction du C.N.P.F. local et des différents pouvoirs politiques, à travers les conseils généraux et régionaux qui dispensent les aides aux entreprises avec pour conséquence les restructurations d'emplois.

Avec les mandats dont il dispose dans de multiples organismes à vocation économique et sociale, le C.N.P.F. a des milliers de militants sur le pont, dans les localités, les départements, les régions.

Les zones industrielles sont particulièrement investies par le C.N.P.F. Ainsi, dans la Z.I. de La Garde, dans le Var, M. Rossone est patron d'une entreprise de la zone et, en même temps, président du C.N.P.F. régional. Son fils est coordinateur patronal au conseil des prud'hommes du Var.

Dans la Z.I. de Vitrolles, dans les Bouches-du-Rhône, M. Gennoyer est président du syndicat du C.N.P.F. de la Z.I. et patron d'une entreprise de 210 salariés. Il mène la « bourre » sur la Z.I. et s'en prend publiquement à la municipalité d'union de la gauche.

A Aulnay, dans la Seine-Saint-Denis, le C.N.P.F. local est intervenu pour renverser la municipalité communiste. M. Guerbert, patron d'une entreprise de 250 salariés sur la Z.I. des Mardelles et président du C.N.P.F. en Seine-Saint-Denis, a convoqué tous les chefs d'entreprises de la région d'Aulnay à une réunion ayant à l'ordre du jour : les élections qui doivent avoir lieu dans cette commune. C'est le point de départ d'une campagne politique qui permettra à la droite de conquérir la mairie.

Quel est le montant total des sommes perçues dans les entreprises, donc prélevées sur notre travail, pour le financement des organisations patronales ?

Urgence C.G.T. aura permis aux organisations C.G.T. d'obtenir des réponses à cette question, en se penchant sur le poids des moyens du C.N.P.F., non pour en rester au constat qu'il est nécessaire de faire dans toutes les unions locales, mais pour se mettre en situation de les combattre efficacement, en se donnant les moyens C.G.T. d'appliquer notre orientation, d'atteindre les objectifs que l'on s'est fixés, en agissant comme il faut.

L'engagement individuel des membres des bureaux exécutifs d'U.L. est un stimulant pour tous les militants qui sont sur son territoire.

Bien entendu, à chacun selon ses possibilités en conscience de l'effort exceptionnel à consentir.

Mais en sommes-nous là dans les directions de nos 981 U.L. ? Pas encore, et cette seule démarche permettait non seulement de faire faire un bond aux rentrées actuelles, mais également a un effet d'entraînement, valeur d'exemple et force de conviction.

En toute circonstance, une direction se distingue à sa capacité d'initiative, c'est-à-dire à sa capacité de faire passer dans les actes son orientation, et de traduire vite dans la vie les objectifs qu'elle s'est fixés.

Les dizaines de milliers de militants qui forment les directions d'U.L. du pays constituent un potentiel inestimable qui, mis en mouvement, devient une force d'entraînement pour toute la C.G.T.

Comment passer à un rythme supérieur

Nous venons de le voir, tous ceux qui ont misé sur l'échec de notre initiative en sont pour leurs frais. Les militants savent se mettre en position de vainqueurs et livrer bataille.

Mais, nous le savons, il ne suffit pas d'avoir une renommée, de l'influence, et une bonne expérience pour réussir ce que l'on entreprend.

Il faut organiser avec précision, persévérance, et mesurer à tout instant les mouvements que l'on imprime. Réussir, c'est également sortir de l'étroitesse dans laquelle vivent encore trop de syndicats et sections syndicales.

C'est le rôle de l'U.L. d'imprimer partout un style de travail conquérant d'abord à l'entreprise.

1° Chaque base organisée doit avoir son initiative en intégrant les syndiqués à tous les aspects de l'activité du syndicat, par une utilisation en grand des droits syndicaux nouveaux et anciens

C'est le point 7 du plan de travail confédéral. Il est d'une très grande actualité. C'est avec eux et à ce niveau que les progrès se réaliseront.

Il faut donc un plan de travail du syndicat pour **Urgence C.G.T.** avec des objectifs de versement par syndiqué et l'organisation concrète du contact de toutes les forces organisées de l'entreprise par les militants qui forment la direction du syndicat.

Ces contacts seront l'occasion de discuter revendications, donc d'établir ou de mettre à jour les cahiers de revendications, à partir de la situation spécifique à l'entreprise et la branche professionnelle, donc d'ancrer le **mode de vie syndicale** que nous voulons nous donner partout.

Toutes les semaines le point sera fait afin de tenir régulièrement à jour le bilan des sommes collectées et à partir des réactions recueillies auprès des adhérents « affûter » l'argumentation nécessaire pour convaincre.

2. Le plan de visites systématiques de l'U.L. est déterminant pour qu'il en soit ainsi

Les visites d'entreprises se révèlent bien comme étant le support de la campagne « **Urgence C.G.T.** ». Depuis le 25 juin 1984 : 14 000 entreprises ont été visitées au moins une fois sur les 42 000 bases organisées.

C'est dire combien cette pratique normale de vie gagne du terrain, mais est encore à acquérir par de nombreuses U.L.

C'est à l'entreprise que pourra s'effectuer le bilan de ce qui est entrepris, permettre l'analyse réelle et ainsi aider à mieux cerner les obstacles tout en se fixant de nouveaux objectifs.

Toute la direction de l'U.L. doit participer à ce travail de contact avec l'ensemble des bases organisées, ce qui, redisons-le, nécessite l'existence d'un plan de visites et une impulsion du secrétaire général de l'U.L.

3° L'U.L. doit se livrer à un travail d'aide méthodique auprès des syndicats qui n'ont encore rien versé

a) Chaque U.L., au-delà de sa propre connaissance de l'état des versements des syndicats qui sont

sur son territoire, peut se faire fournir, toutes les semaines, un état établi par la confédération à l'aide de listings qu'elle réalise et qui sont adressés à toutes les U.D.

Cette aide sera précieuse aux U.L. pour effectuer des comparaisons, mesurer les mouvements qui s'opèrent dans les entreprises et donner les impulsions nécessaires.

b) Un militant de la direction de l'U.L. peut avoir la charge d'éplucher ce listing et de procéder par classement, pour permettre d'organiser les interventions de l'U.L., en fonction des situations.

c) Les entreprises de 1000 salariés et plus seront vues en premier, puis celles de 500, de 200, de 100 et de 50.

Organiser ce travail de contact, avec minutie et persévérance, n'est pas du temps de perdu, car la capacité d'action d'une U.L. est étroitement liée à la vitalité syndicale des entreprises qui la composent.

Or, l'aide qui sera ainsi apportée et l'échange d'expériences qui s'établira seront autant de points d'appui décisifs pour le renforcement de la C.G.T.

4° La pratique par l'U.L. d'une politique de rendez-vous favorisera l'échange d'expériences et stimulera la confiance

Tous les syndicats, de quelques professions qu'ils soient, ont besoin d'un épaulement mutuel. Ils le trouveront en se rendant aux points réguliers organisés par l'union locale.

Ces rendez-vous, conçus d'une manière vivante, permettront à chaque base organisée de repartir avec des idées, de perfectionner sa démarche, de prendre la pleine mesure de ce qui est en route et qui doit dépasser tous les espoirs.

Mais, attention, ne pas attendre ces rendez-vous pour adresser à la confédération, au fur et à mesure de leur remise aux syndicats, tous les chèques car toute centralisation des fonds recueillis gêne la prise en compte réelle de l'engagement des forces de la C.G.T.

Le C.C.N. des 19 et 20 juin marquera un an de mise en œuvre du plan confédéral et plus de deux mois d'**Urgence C.G.T.**, le tout tourné vers le 42^e Congrès confédéral, préparons-le avec enthousiasme.